

# Réfugiés : accord au forceps entre les Européens

Les Vingt-Huit ont adopté, hier, la répartition obligatoire de 120 000 migrants pour soulager l'Italie et la Grèce. Quatre pays de l'Est ont voté contre.

## Accord...

Les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne, réunis en urgence à Bruxelles, ont approuvé la répartition obligatoire, dans les deux ans à venir, de 120 000 réfugiés – surtout syriens et érythréens – à travers l'Union européenne. Ce plan, échafaudé par la Commission Juncker et soutenu par le Parlement européen, a pour objectif numéro 1 de soulager la Grèce et l'Italie, principales portes d'entrée des réfugiés. La Hongrie, autre pays d'entrée, que Jean-Claude Juncker voulait soulager de 54 000 réfugiés, a refusé de s'y associer. Elle le rejette par principe.

## ...et désaccords

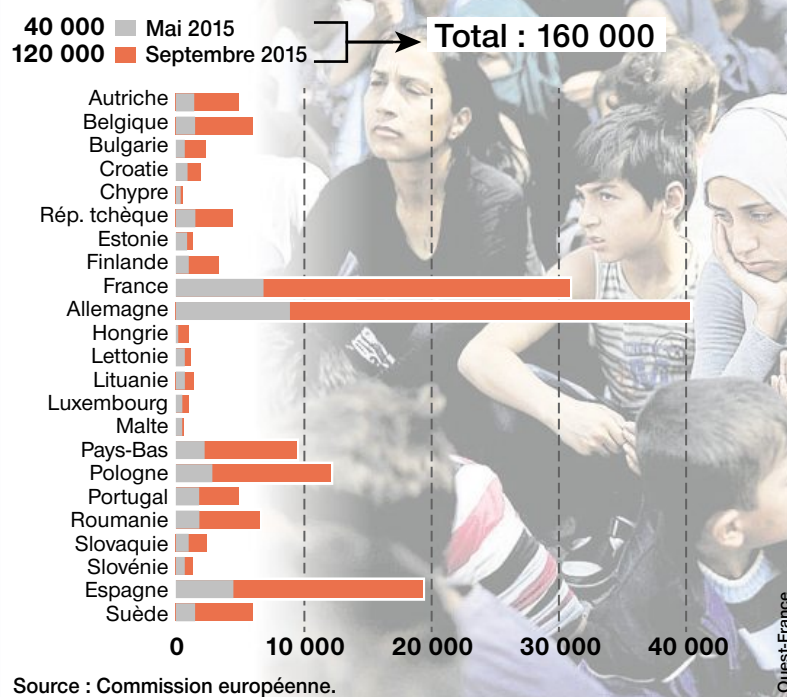
Si la répartition obligatoire est validée, ce sont surtout les désaccords qui se sont étalés à Bruxelles. « Une défaite du bon sens », grondait, hier soir, le ministre tchèque Milan Chovanec. Raison de la colère ? La procédure, inhabituelle sur un sujet aussi conflictuel. Après 36 heures de pourparlers infructueux, les partisans du plan Juncker, Berlin et Paris en tête,

ont imposé le passage au vote, à la majorité qualifiée. La Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Roumanie, hostiles aux quotas obligatoires, ont voté contre. La Finlande s'est abstenue. La Pologne, initialement opposée au plan, a lâché ses voisins et s'y est ralliée.

## Le marchandage se poursuit

Hier soir, le Slovaque Robert Fico a piqué un coup de sang, fustigeant le « diktat de l'UE » et jurant : « Moi Premier ministre, les quotas ne s'appliquent pas sur le territoire de la Slovaquie ». Il retrouvera ce soir, à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE. Le dîner d'ouverture du sommet européen s'annonce tendu. Il reste à discuter combien exactement chaque pays accueillera de réfugiés. Selon un projet d'accord, les neuf pays d'Europe centrale et orientale en recevraient au total 10 000, l'Allemagne et la France chacune deux fois plus. Quoiqu'il arrive, ce plan est déjà dépassé, puisque plus de 535 000 réfugiés sont arrivés dans l'UE depuis janvier.

## Répartition des migrants proposée par la Commission européenne



# La galère des milliers de migrants retenus en Libye

Tripoli.  
Correspondance

Assis sur un tapis dans la cour d'un poste de police de Tripoli, Misron, 13 ans, raconte son histoire : « Je suis Érythréen. Je suis parti il y a deux mois. Sans le dire à mes parents. J'en avais assez de la pauvreté et de la dictature. J'ai mis un mois pour aller jusqu'à Khartoum, au Soudan. Là, j'ai rencontré quatre jeunes Érythréens et nous avons décidé de poursuivre le voyage ensemble jusqu'en Europe. Nous avons mis un mois pour arriver jusqu'à la côte libyenne. Nous avons été arrêtés il y a dix jours ».

Ils ont tous payé leur voyage en faisant des petits boulots. Tous les cinq attendent, sans savoir ce qu'ils vont devenir. « On va sans doute nous renvoyer en Érythrée », dit Misron, la mine sombre.

## Parqués à même le sol

« C'est difficile de renvoyer les migrants dans leur pays, déclare le policier Abdu Nasser Hzam. La plupart des pays ont fermé leur ambassade à Tripoli. Avec certains pays aucun canal d'échange. Ils se moquent bien de ce qui arrive à leurs ressortissants. Alors certains restent ici sans solution... »

Abdu montre deux camions chargés de parpaings qui stationnent dans la cour du poste. Dans les véhicules, des briques dissimulaient



Dans un centre de rétention pour migrants illégaux, à Garabouli, dans la région de Tripoli.

une centaine de migrants, accroupis. Ils ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient vers la côte. Les chauffeurs et un passeur ont été arrêtés. Les convoyeurs risquent jusqu'à quinze ans de prison, le passeur, la prison à vie.

Donnant sur la cour, deux grands hangars avec des portes métalliques barricadées par des barres de fer. Dans ce qui tenait lieu de garage,

l'odeur est forte et la chaleur étouffante. Environ 200 adultes sont parqués à même le sol.

Un homme débite, le regard craintif : « Je suis bien traité, nous avons à manger, tout va bien ici. » Mais dans un autre centre, à une cinquantaine de kilomètres de Tripoli, des migrants diront discrètement, en français, que quelques-uns sont battus au hasard, chaque soir.

« En Europe, vous voyez la Libye comme un problème. Mais la réalité, c'est que nous sommes aussi submergés par les vagues de migrants », déclare Mohammed Shaeiter, le ministre de l'Intérieur. Nous ne sommes pas les islamistes que l'on dit. Nous voulons collaborer avec l'Europe pour résoudre la crise. »

Jacques DUPLESSY.

# Le patron du Google chinois veut grossir

Robin Li, fondateur de Baidu, a fait des affaires au forum Internet de Seattle, hier. Le président Xi Jinping y était, pas Obama.

## Profil

1968 Naît au Shanxi  
1990 Études d'informatique à Buffalo (USA)  
2000 Fonde Baidu avec Eric Xu



Robin Li est un peu le Mark Zuckerberg de la République populaire de Chine. Belle et jeune frimousse, il décide vite et affiche une réussite insolente : une fortune estimée à 11 milliards de dollars. Le Parti communiste, qui jusqu'ici le bichonnait, commence à lui mettre des bâtons dans son Baidu, en subventionnant des moteurs de recherche concurrents.

Mais ce fils d'ouvriers, diplômé des universités de Pékin et de Buffalo (États-Unis), surfe déjà sur une autre planète. Poussé par ses 564 millions d'internautes, il convoite les marchés thaï, vietnamien, japonais. Mardi, il discutait d'égal à égal avec les patrons américains de Google, Face-

book, Twitter ou Uber, au forum sino-américain des entreprises d'Internet, à Seattle, aux États-Unis. Ce rendez-vous, organisé par les autorités chinoises, accueillait aussi le président Xi Jinping. Obama, qui l'attend jeudi à Washington, appréciera ce détour par l'Ouest, d'autant qu'il a sous la main le dossier des cyberattaques chinoises contre son administration...

Robin Li, lui, a parlé affaires. En 2011, il avait déjà signé un accord avec Facebook, interdit en Chine, pour développer un réseau social chinois. Baidu propose aussi une encyclopédie (genre *Wikipédia*), un site d'actualité, une plateforme de vente en ligne, de la musique en MP3... Bénéfice net : 366 millions d'euros en 2013, pour un effectif de 21 000 employés.

Les jaloux savent critiquer. Baidu a grossi en Chine en se pliant docilement à la censure du Parti. Inutile de taper « Tiananmen » ou « 1989 » sur ce « véritable service public à but non lucratif » (mot de la com'), qui se nourrit d'énormes revenus publicitaires.

Christelle GUIBERT.

# Les droits de l'Homme confiés à... l'Arabie

Tollé parmi les associations : l'ambassadeur saoudien de l'Onu est nommé à la tête du panel du Conseil des droits de l'Homme.

## L'histoire

Son pays vient de recruter huit bourreaux. Mais pas de quoi infléchir la décision de l'Organisation des Nations unies : en juin, l'Onu a nommé l'ambassadeur Faisal bin Hassan Trad à la tête du panel du Conseil des droits de l'Homme (CDH). Il a pris ses fonctions lundi. Au grand dam des associations.

Le royaume saoudien, ultra-conservateur, demeure l'un des pires pays au monde en matière de respect des droits humains. Pour ses propos libertaires, le blogueur Raif Badawi a été condamné à mille coups de fouet. Ce jeudi, c'est Ali Mohammed al-Nimr, 21 ans, neveu d'un opposant chiite, qui sera décapité, accroché sur une croix, puis laissé sur la place publique « jusqu'à pourrissement ».

Comme lui, un homme est exécuté tous les deux jours en Arabie, s'étrangle Amnesty International. « Et cette nomination ne fait que remuer le couteau dans les plaies des dissidents qui moisissent dans les prisons saoudiennes », se désole Hilal Neuer, directeur exécutif de l'ONG UN Watch. À la tête du panel du CDH pour un an, Faisal Trad pourra désigner les hauts fonctionnaires des principaux postes dédiés à la dé-



Faisal bin Hassan Trad et Michael Moller, directeur général de l'Onu.

fense des droits de l'Homme dans le monde.

Sa nomination est-elle le fruit de négociations en coulisses ? Une cynique contrepartie à la bonne volonté affichée par l'Arabie Saoudite de lutter contre Daech ? Un signe d'ouverture ? Pas sûr que les Saoudiennes le perçoivent... Certes, elles peuvent désormais sortir seules dans la rue et voteront bientôt pour la première fois. Un premier pas vers la liberté. Mais un petit pas. Ces femmes n'ont toujours pas le droit de conduire. Il y a des limites.

Cécile RÉTO.

# Le monde en bref

## Deux ministres pro-kurdes démissionnent en Turquie

Ils ont quitté le gouvernement de transition mardi, en fin d'après-midi. Ali Haydar Konca, ministre des Affaires européennes, et Müslüm Dogan, ministre du Développement, appartiennent tous deux au parti pro-kurde HDP (Parti démocratique

des peuples). Ils étaient les premiers membres d'un parti pro-kurde à intégrer un gouvernement en Turquie. Ils ont dénoncé la « logique de guerre et de coup d'État » menée par le pouvoir islamiste-conservateur dans sa lutte contre les Kurdes.

## Les jeunes migrants, cibles des recruteurs du djihad

Selon le chef des services de renseignement intérieurs allemands (BfV), il n'existe pas de preuves que des activistes islamistes figurent parmi les réfugiés qui arrivent en Allemagne. Un avis partagé par son homologue

danois. En revanche, un autre élément inquiète le fonctionnaire allemand. Il s'est dit préoccupé par le fait que des islamistes radicaux puissent chercher à recruter de jeunes réfugiés arrivant dans le pays.

## Pas de solution à deux États pour 51 % des Palestiniens

Selon un sondage du Centre palestinien pour les recherches politiques et statistiques, plus de la moitié des Palestiniens seraient opposés au partage du territoire en deux

États distincts, l'un arabe, l'autre juif, comme solution au conflit. Un chiffre en hausse : selon un précédent sondage, seulement 48 % étaient contre il y a trois mois.

## Le président Hadi rentre chez lui, au Yémen

Après six mois d'exil en Arabie Saoudite, Abd Rabbo Mansour Hadi, président du Yémen, a atterri discrètement mardi, en début de soirée, à Aden. Il suivait de près plusieurs autres membres du gouvernement et collaborateurs. Le président Hadi

avait fui le pays en mars dernier devant la progression des rebelles chiites Houthis. Les forces anti-rebelles reprennent actuellement l'initiative dans le sud du pays, avec l'appui d'une coalition arabe dirigée par le royaume saoudien.

## Burkina : accord signé entre putschistes et loyalistes



Un accord a été conclu mardi soir entre les forces loyalistes (photo) et les putschistes du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) pour éviter un affrontement. Cet accord d'apaisement prévoit que le RSP restera cantonné dans sa caserne tandis que les forces loyalistes reculeront à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Les chefs d'état de la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) sont

attendus ce matin à Ouagadougou pour poursuivre leur médiation. Leur projet d'accord (voir *Ouest-France* de lundi) fait les affaires du général Diendéré, auteur du coup d'État. Le chef des putschistes entend bien être amnistié et pourquoi pas se présenter aux futures élections. Il a déclaré hier soir que le président Kafando, destitué la semaine dernière, serait « remis en selle » ce mercredi comme le souhaite la Cédéao.

16,7 En milliards d'euros, c'est le déficit budgétaire britannique en août. Il s'agit du plus élevé pour ce mois depuis 2012. L'an dernier, il s'élevait à 10,7 milliards. Mais les recettes fiscales ont baissé depuis, pointe l'office national de la statistique.

## Russes et Israéliens s'accordent sur la Syrie

Moscou et Tel Aviv se sont entendus sur un mécanisme pour coordonner leur action militaire respective en Syrie. Un centre conjoint examinera les activités aériennes, navales et électromagnétiques des deux pays pour « éviter des malentendus entre les forces israéliennes et russes ». Les

Russes auraient déployé vingt-huit avions de chasse, des drones, des hélicoptères, des blindés et du matériel de transmissions en Syrie. Deux mille « conseillers » russes y seraient déjà. « L'effet des armes russes commence à se faire sentir », a reconnu un responsable militaire syrien.

## Apple veut lancer une voiture électrique en 2019

Selon le *Wall Street Journal*, les responsables du développement d'une voiture Apple, désigné par le nom de code *Titan*, auraient reçu l'autorisation de multiplier par trois leurs ef-

fectifs, jusqu'à 1 800 personnes. Le géant américain de l'informatique pourrait s'associer à un fabricant automobile traditionnel.

## Cameroun : l'armée tue onze militants de Boko Haram

Des affrontements ont opposé, hier, dans la ville d'Amchide, dans le nord du Cameroun, des combattants de l'organisation terroriste nigérienne Boko Haram et l'armée camerounaise. Onze combattants de Boko

Haram ont été tués par l'armée qui ne dénombre aucun blessé de son côté. Au Cameroun, près de 9 000 hommes luttent contre l'organisation islamiste.